

# Une victoire sans appel pour Erdogan

En emportant le double scrutin ce dimanche, le président Erdogan et son parti islamo-conservateur assoient encore leur pouvoir en Turquie. Avec quelles conséquences? La réponse de deux experts.

## RÉSULTATS DES ÉLECTIONS EN TURQUIE

### Les principaux partis en lice

- AKP (islamo-conservateur)\*
  - MHP (extrême droite nationaliste)\*
  - CHP (social-démocrate)
  - HDP (gauche pro-kurde)
- \*Coalition

### Présidentielle

En % des votes

Erdogan (AKP)	53%
Ince (CHP)	31%
Demirtas (HDP)	8%

### Législatives

En % des votes

AKP*	42,5%
MHP*	11,1%
CHP	23%
HDP	12%

\*Coalition

### Taux de participation

87%

### Les Turcs de Belgique ayant voté pour Erdogan

74,9%

Taux de participation : 51,25% des 250.000 électeurs

Source: Reuters, Beiga

STÉPHANIE FONTENOY  
À ISTANBUL

«**J** accepte le fait que le président Erdogan ait remporté l'élection. Au lendemain du scrutin, le très combatif Muharrem Ince, candidat du principal parti d'opposition, a concédé la victoire à la présidentielle de l'actuel homme fort de la Tur-

quie, qui se maintient à son poste pour les cinq années à venir. Dans les rangs de l'opposition, le réveil est dur. «Nous aurions préféré un second tour. Le scénario le moins attendu s'est réalisé. C'est décevant, mais ainsi va la démocratie. Nous devons être assez matures pour prendre le résultat comme il est, et nous préparer pour les jours et les années à venir», nous a déclaré hier Unal Ceviköz, député pour Istanbul à la Grande Assemblée de Turquie.

La victoire du président Erdogan aux élections anticipées du 24 juin entérine le passage d'un système parlementaire en vigueur depuis la création de la République, en 1923, à un régime présidentiel. Pour Erdogan et ses soutiens, un système présidentiel fort est nécessaire pour ramener la stabilité dans le pays. Pour ses détracteurs, cette hyperprésidence est une forme de légalisation de son pouvoir autoritaire.

Pour Bayram Balci, directeur de l'Institut français d'études anatoliennes (IFEA) à Istanbul, plusieurs enseignements sont à tirer. «D'abord, c'est une victoire sous forme de surprise pour le président Erdogan, parce qu'on ne s'y attendait pas. Tout le monde pensait qu'il y aurait un deuxième tour», nous explique-t-il. Même si son alliance l'emporte au Parlement, l'AKP du président Erdogan va devoir partager le pouvoir avec les nationalistes du MHP, et composer avec l'opposition de la gauche pro-kurde du HDP. «La conclusion à tirer est qu'on va revenir à un schéma classique ancien où l'AKP et le HDP avaient un dialogue

sur la question kurde. Il faut espérer que le président Erdogan fasse preuve de souplesse pour dialoguer, mais a priori, c'est plutôt positif pour la Turquie», poursuit-il. Sur le passage à l'hyperprésidence? «C'est certain, on s'achemine vers un nouveau mode de gestion du pays. Dans la pratique, cette gestion va-t-elle être plus autoritaire? On ne sait pas. C'est la première fois qu'on va essayer ce système. Ça peut très bien se passer comme ça peut très mal se passer, on ne sait pas encore.»

Jean-François Pérouse, spécialiste de la Turquie et auteur avec Nicolas Cheviron de l'ouvrage «Erdogan, Nouveau père de la Turquie?» note la faiblesse du parti républicain historique dans le paysage politique turc. «Nous avons une Grande Assemblée qui sera à 70% de droite ou d'extrême droite, analyse l'expert. Une partie de cette coalition (les ultra-nationalistes du MHP, NDLR) n'accepte pas l'existence de la composante kurde à l'autre extrémité du spectre politique. Entre les deux, la sanction est sévère pour le CHP. Le résultat aux présidentielles n'est pas déshonorant pour Muharrem Ince, mais on voit les limites de la portée

de l'action politique de son parti. Dans plus de 25 départements, le CHP n'a pas pu dégager de députés. On a un parti qui n'est plus le parti de

Turquie mais qui est le parti de certaines régions de Turquie et de certains groupes sociaux. C'est l'AKP qui est devenu le parti d'Etat, et qui a su profiter de tous les moyens de l'Etat pour s'imposer. L'alliance AKP-MHP tire l'AKP et le Président vers l'extrême droite, qui prend un rôle pivot. Cela peut être à l'origine de tensions avec les Kurdes du HDP. La polarisation se profile.»

Jean-François Pérouse ne prévoit pas de rupture avec le mode de fonctionnement actuel du pouvoir. «Ce résultat donne un vernis légal au mode d'action actuel hyperpersonnalisé et hyperprésidentiel du pouvoir. On vit déjà en Turquie dans un mode de pouvoir exceptionnel. On passe d'un état de fait à un état de droit», souligne-t-il.

### Une économie sévèrement affectée

Vis-à-vis de l'étranger, pas de bouleversement non plus. «Le président Erdogan est renforcé dans sa position de défenseur des opprimés du monde musulman. La rhétorique est là, le personnage est là, mais la capacité d'action à l'étranger dépend de la force économique de la Turquie, et celle-ci a été sévèrement affectée», affirme Jean-François Pérouse. La livre turque a baissé de 19% depuis le début de l'année.

Hier, la devise avait repris près de 3% avant de chuter à nouveau.

Quid des relations avec l'Union européenne? «On va être dans une dialectique entre le principe de réalité avec la nécessité de maintenir la relation avec l'Union européenne, et le défi verbal et la provocation. Il n'y aura pas de rupture», estime le spécialiste.

Dimanche soir, le président Erdogan a revendiqué la victoire, sans attendre les résultats officiels du Haut comité électoral (YSK), ni donné la chance aux observateurs indépendants de les contester. «On peut en effet avoir quelques doutes, affirme Jean-François Pérouse. 30.000 urnes sur un peu plus de 180.000 n'avaient pas d'observateurs de l'opposition. On s'aperçoit que dans ces urnes, les résultats sont en moyenne supérieurs à la moyenne nationale en faveur l'AKP.»

Bayram Balci souligne le caractère inégalitaire de la campagne, sans toutefois penser qu'il joue de manière décisive sur le résultat. «Il est évident qu'il y a eu une inégalité d'accès aux médias, et des irrégularités ont été constatées, mais pas d'une ampleur massive», souligne-t-il. Cependant, ces soupçons de fraude devraient laisser des traces dans l'esprit de l'opposition et sur le climat politique à venir.

## Devlet Bahçeli

# Le faiseur de roi

**Ce politicien chevronné de 70 ans joue la carte ultra-nationaliste dans la nouvelle majorité.**

Le 18 avril dernier, la présidence turque publiait la photo de la franche poignée de main entre Recep Tayyip Erdogan et Devlet Bahçeli, le président du Parti d'action nationaliste (MHP), importante formation de la droite ultra-nationaliste turque depuis les années 70. Les deux hommes avaient scellé un accord pour la tenue d'élections anticipées, le 24 juin 2018, avec près d'un an et demi d'avance sur le calendrier électoral. Début mai, à la demande du président Erdogan, la loi électorale turque était modifiée pour permettre l'alliance exceptionnelle du Parti islamo-conservateur au pouvoir (AKP) et des ultra-nationalistes du MHP pour ce scrutin historique, puisqu'il donne le coup d'envoi d'un régime présidentiel fort en Turquie.

Devlet Bahçeli et Recep Tayyip Erdogan n'ont pourtant pas toujours été en odeur de sainteté. Pendant des années, le MHP faisait partie de l'opposition. Mais en perte de vitesse depuis les élections de juin 2015, le parti de Devlet Bahçeli s'est naturelle-

ment rapproché d'un Erdogan toujours plus nationaliste et autoritaire. L'an passé, c'est encore Devlet Bahçeli qui avait appelé les ouailles de son parti à soutenir le projet de réforme de la Constitution, ouvrant la porte au système présidentiel. Pour M. Erdogan, l'alliance de circonstance avec Devlet Bahçeli devait lui permettre de flatter l'électorat nationaliste. Un pari gagnant puisque l'«Alliance du peuple» entre victorieuse au parlement turc avec 53% des suffrages.

Qui est Devlet Bahçeli, politicien chevronné de 70 ans? Né à Bahçe, dans le sud de la Turquie, en 1948, il a grandi dans une famille républicaine, son père étant un ardent partisan du Parti républicain du peuple (CHP), fondé par Mustafa Kemal Atatürk. En 1970, il part étudier l'économie à l'université d'Ankara et rejoint le mouvement ultra-nationaliste des «Loup Gris». Ces «Loups Gris», sont proches du MHP et de son fondateur, Alparslan Türkeş. Leur doctrine est de préserver l'identité turque, face au communisme, à «l'occidentalisme» et au séparatisme (en particulier kurde).

Au décès d'Alparslan Türkeş en 1997, Devlet Bahçeli le remplace à la tête du MHP. Au cours du temps, son parti, d'abord influencé par la laïcité, va accorder une place grandissante à l'islam, combinant foi et nationalisme.

Le récent rapprochement de chef du MHP avec les islamo-conservateurs de l'AKP ne plaît à tous ses membres. En 2017, une figure du MHP, Meral Aksener, fait dissidence pour appeler à voter «non» au référendum. En octobre dernier, elle crée son propre parti, le İYİ parti (Bon parti), et se présente aux élections dans l'alliance de l'opposition. Malgré cette fracture, Devlet Bahçeli tire son épingle du jeu. *«On le donnait moribond mais finalement, c'est lui le faiseur de roi, commente Guillaume Perrier, auteur du récent ouvrage «Dans la tête de Tayyip Erdogan». Il va tirer la politique du gouvernement vers un nationalisme assez étroit, très identitaire, très turquiste pour couper l'herbe sous le pied d'une possible percée de l'opposition.»* S.F.

### «L'EUROPE PREND ACTE D'UNE VICTOIRE OBTENUE AU TERME D'UNE CAMPAGNE «INÉQUITABLE»

Avant de réagir à la victoire de Recep Tayyip Erdogan et de son parti aux élections législatives et présidentielle de dimanche, l'Union européenne a attendu les conclusions d'un rapport préliminaire de l'OSCE. Les observateurs de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe ont estimé lundi que les conditions de la campagne électorale qui a précédé le scrutin n'avaient pas été équitables. *«Les entraves aux libertés fondamentales que nous avons constatées ont eu un impact sur ces élections et j'espère que la Turquie lèvera ces restrictions dès que possible»*, a déclaré Ignacio Sanchez Amor, le chef de mission de l'organisation qui regroupe 57 États d'Europe, d'Amérique du Nord et d'Asie. La mission d'observation s'est par ailleurs félicitée de la mobilisation des électeurs – durant les rallies politiques et le jour du scrutin, alors que le taux de participation a atteint 87%.

La Haute représentante de l'Union européenne Federica Mogherini et son collègue de la Commission en charge des relations avec les pays du voisinage de

l'UE, Johannes Hahn, ont repris les constats de l'OSCE, ajoutant que *«le cadre juridique restrictif et les pouvoirs conférés par l'état d'urgence en cours restreignent les libertés de réunion et d'expression, y compris dans les médias»*. Les deux responsables européens ont par ailleurs souligné leur volonté de *«travailler avec le président et le Parlement (turcs) pour répondre ensemble aux défis communs qui nous attendent»*. Malgré une relation très tendue et l'absence totale de volonté politique pour faire avancer vers une éventuelle adhésion de la Turquie à l'Union européenne, Ankara reste officiellement candidate à rejoindre le club européen. Les Européens ont multiplié les critiques à l'égard du régime turc sur les purges opérées contre les opposants (présumés) suite à la tentative de coup d'État de 2016. Et le

pouvoir turc a exprimé sa volonté de restaurer la peine de mort, alors que l'un des préalables à l'accession d'un pays à l'UE est son adhésion au Protocole n°6 à la Convention européenne des droits de l'Homme relatif à l'abolition de la peine de mort.

#### Relation stratégique

Turcs et Européens entretiennent l'ambiguïté sur la possibilité d'une adhésion

future, mais l'Union insiste sur la stabilité de sa relation stratégique avec Ankara, espérant *«que sous la direction du président Erdogan, la Turquie restera un partenaire engagé avec l'UE sur des sujets majeurs d'intérêt commun, comme la migration, la sécurité, la stabilité de la région et la bataille contre le terrorisme»*. De son côté, le secrétaire général de l'Otan, Jens Stoltenberg, a formellement félicité le président turc pour sa réélection – affirmant à toutes fins utiles, que *«l'Otan est fondée sur quelques valeurs fondamentales: la démocratie, l'état de droit, les libertés individuelles»*. Les relations entre la Turquie et ses partenaires au sein de l'Alliance se compliquent, notamment depuis qu'Ankara a signé un contrat pour l'achat de missiles de défense aérienne russes. Les relations entre Ankara et les États-Unis, principal pilier de l'Otan, sont aussi tendues par le fait que Washington soutient les forces kurdes.

F.R.